



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral du – 2 DEC. 2024
portant prescriptions complémentaires
applicables à la société EPC FRANCE S.A.S.
pour son établissement situé au lieu-dit Muratet
sur le territoire de la commune de Montdragon (81440)**

Le préfet du Tarn

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 181-3, L. 181-14, R. 181-45, R. 181-46 et R.515-98 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1^{er} octobre 2024 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de Préfet de Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2024 portant délégation de signature à monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;
- Vu** l'avis ministériel du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut ;
- Vu** l'Instruction du Gouvernement du 12 septembre 2023 relative à la mise à disposition d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 09 août 1978 réglementant les activités exercées par la société NITROBICKFORD au lieu-dit « Muratet » à Montdragon, modifié et complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 3 juin 1988, 27 novembre 1990, 4 décembre 1996, 28 janvier 2003 et 6 avril 2006 ;
- Vu** le récépissé de déclaration en date du 30 juillet 2008 relatif à l'implantation d'une base d'unité mobile de fabrication d'explosif et de stockage de matières comburantes par la société NITROBICKFORD ;

- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 février 2012 autorisant la société EPC France à succéder à la société NITROBICKFORD pour l'exploitation du dépôt d'explosifs civils de Montdragon et modifiant les prescriptions applicables en application de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 février 2017 mettant à jour les prescriptions techniques réglementant le dépôt d'explosifs civils exploité par la société EPC France à Montdragon ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 octobre 2019 relatif à la mise à jour de l'étude de dangers suite aux modifications apportées dans les conditions de stockage au sein du dépôt n°4 et à la création d'une aire de chargement/déchargement des fourgons au sein du dépôt d'explosifs civils exploité par la société EPC France à Montdragon ;
- Vu** la notice de réexamen quinquennal de décembre 2021 de l'étude de dangers autoportante (édition décembre 2021) transmis le 31 janvier 2022 par la société EPC France pour son dépôt de Montdragon ;
- Vu** l'étude de dangers autoportante (édition décembre 2021) du dépôt de stockage d'explosifs civils de Montdragon ;
- Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 9 octobre 2024 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant par courrier électronique en date du 4 novembre 2024 ;
- Vu** l'absence d'observation de l'exploitant dans son courrier électronique en date du 15 novembre 2024 ;
- Considérant** qu'au regard des dispositions de l'article R.515-98 du Code de l'Environnement, la société EPC France est tenue de procéder au réexamen quinquennal de son étude de dangers, suivant les objectifs généraux de l'avis ministériel du 08 février 2017 ;
- Considérant** que dans le cadre de ce réexamen quinquennal, il est attendu en premier lieu de l'exploitant qu'il réalise, selon l'avis ministériel du 08 février 2017 « *un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.* » ;
- Considérant** que la société EPC France a établi une notice de réexamen (version 1 du mai 2019 complétée en dernier lieu en décembre 2021) qui a permis de statuer sur la non nécessité de réviser l'étude de dangers, et conclut à la nécessité de mettre à jour l'étude de dangers afin d'intégrer les évolutions non substantielles ;
- Considérant** que la société EPC France a transmis une étude de dangers mise à jour autoportante en décembre 2021 ;
- Considérant** que la version de l'étude de dangers édition décembre 2021 est la version autoportante à jour relative au dépôt d'explosifs civils exploité par la société EPC France à Montdragon ;
- Considérant** dans ces conditions qu'il y a lieu de prescrire la prochaine date de transmission de la notice de réexamen quinquennal de l'étude des dangers du dépôt d'explosifs civils exploité par la société EPC France à Montdragon ;
- Considérant** qu'au regard des dispositions mentionnées à l'article R.181-45 du Code de l'environnement, il convient de compléter les prescriptions imposées à la société EPC France S.A.S. pour son établissement situé à Montdragon ;

Sur proposition de monsieur le sous-préfet de Castres,

Arrête

Article 1^{er} - Bénéficiaire et portée de l'arrêté

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations du dépôt d'explosifs civils exploité par la société EPC France S.A.S. et situé au lieu-dit Muratet sur le territoire de la commune de Montdragon sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

Article 2 – Réexamen de l'étude de dangers

Conformément à l'article R.515-98 du Code de l'environnement, le prochain réexamen de l'étude des dangers (EDD) est attendu pour le 31 janvier 2027 au plus tard. Ce réexamen doit être conforme à l'avis du 8 février 2017 susvisé.

a. Contenu et objectif du réexamen de l'EDD

Dans le réexamen de son étude de dangers, en s'appuyant sur l'avis ministériel du 8 février 2017 précité, l'exploitant statue sur le caractère approprié :

- des mesures de maîtrise des risques (MMR) de prévention ou de protection :
 - le caractère suffisant, l'efficacité, la fiabilité et la pérennité des MMR existantes ;
 - la possibilité et l'opportunité d'en mettre en place de nouvelles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus ;
- des conclusions de l'EDD ;
- de l'analyse de la compatibilité du site avec son environnement (enjeux humains existants) compte tenu des MMR et des mesures prises par les pouvoirs publics sur la base de l'EDD.

Si la validité d'un de ces points est remise en cause, l'exploitant procède à la révision de l'EDD, complète ou partielle en fonction des installations concernées.

À l'issue du réexamen de son étude de dangers, l'exploitant :

- s'assure que le site reste compatible avec son environnement compte tenu des mesures prises par l'exploitant (mesures de maîtrise des risques [MMR]) et des mesures prises par les pouvoirs publics sur la base de l'étude de dangers (plan particulier d'intervention [PPI], plan de prévention des risques technologiques [PPRT], servitudes d'utilité publique, porter à connaissance ...),
- identifie les améliorations possibles dans la maîtrise des risques technologiques.

Si le réexamen conduit à réviser l'étude de dangers, l'exploitant élabore la révision de l'étude de dangers selon les dispositions prévues par l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé. Elle contient à minima les informations listées à l'annexe III de cet arrêté.

L'analyse de risques et l'étude de dangers sont réalisées en tenant compte, le cas échéant, des préconisations de la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003.

Dans ce cas, l'exploitant joint à cette étude un document comprenant une liste et un échéancier de mise en œuvre des mesures exposées dans l'étude de dangers concourant à la réduction du risque et à l'amélioration de la sécurité au sein de l'établissement.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection un plan d'actions et un état d'avancement de la mise en œuvre de ces mesures.

b. Formalisme du réexamen de l'EDD

L'exploitant formalise le passage en revue de l'ensemble des critères énumérés au point II de l'avis ministériel précité sous la forme d'une notice de réexamen, dans laquelle il conclut sur la nécessité de réviser l'étude de dangers, de la mettre à jour ou alors sur l'absence d'éléments de nature à remettre en cause le contenu de la précédente version.

En cas de révision, l'EDD révisée est jointe à la notice. Cette dernière décrit les modifications importantes apportées à l'occasion de la révision.

En l'absence de révision de l'EDD, si celle-ci a néanmoins été mise à jour, elle est jointe par l'exploitant à la notice de réexamen. Les modifications apportées sont identifiées (soit dans la notice, soit dans l'EDD mise à jour).

En cas de révision ou de mise à jour de l'EDD, l'exploitant examine les modifications à apporter au POI, à sa politique de prévention des accidents majeurs (PPAM) et au SGS. L'ensemble de ces éléments est présenté dans la notice de réexamen.

Si aucun changement n'est apporté à l'EDD, seule la notice de réexamen est adressée par l'exploitant.

Article 3 - Conformité aux dossiers déposés

Les installations, ouvrages et leurs annexes sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques exposés dans les dossiers et l'étude de dangers susvisés.

Article 4 - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1er ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 6 - Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

1. une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Montdragon et peut y être consultée ;
2. un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Montdragon pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Tarn. Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux ;
3. l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune de Montdragon sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EPC France S.A.S.

Fait à Albi, le - 2 DEC. 2024

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,



Laurent GANDRA-MORENO